



Après les vœux de François Mitterrand, NOS ACTIONS POUR 1983

Il y a un an à peine, un certain souffle soulevait encore les propos de François Mitterrand; il y avait référence à «*l'espoir ouvert par le 10 mai*», il y avait un «*parti pris de gauche*», identifié souvent à prise de parti pour les travailleurs. Aujourd'hui, il nous livre la «*voie médiane qui permette de restituer l'harmonie au corps social français*» en lieu et place de la lutte de classes. Deux ans à peine de pratique gouvernementale dans l'Etat capitaliste auront-ils suffi pour qu'un «*gouvernement de gauche*», que des hommes et des femmes, se réclamant des travailleurs, du pouvoir aux travailleurs et du socialisme, changent à ce point leur langage?

Quoi qu'en dise François Mitterrand aujourd'hui, l'expérience ouvrière et populaire reste inchangée, y compris ces mois de 1982, où les travailleurs se sont battus, chez Citroën, à Nantes, dans les Ardennes, dans des boîtes moyennes ou petites: seul un rapport de forces avec le capital permet d'arracher quelques succès et mieux-être et non la «*voie médiane*» du consensus de classes. En 1983, seules ces actions de classe démultipliées et coordonnées pourraient permettre de faire barre à l'offensive du capital, à la baisse du pouvoir d'achat, aux licenciements.

Crise oblige à l'austérité, nous dit-on. Les retards technologiques français, l'agressivité japonaise, l'attaque du dollar ont bon dos. Et si cela pèse en effet, pourquoi ne pas le prendre véritablement au mot et au sérieux? Y aller carrément: contrôler directement les changes, limiter la convertibilité du franc en dollar, taxer les exportations de capitaux et la spéculation et dans le même temps inaugurer une politique audacieuse d'accords économiques, sur un pied d'égalité, avec le Tiers Monde? Telles sont certaines propositions économiques concrètes qui accompagnent notre refus de l'austérité. Il est une urgente nécessité de la vie quotidienne de millions et de millions de travailleurs; il est d'une urgente nécessité aussi pour qu'ils puissent faire front au retour de la droite aux affaires gouvernementales.

1983 devrait manifester la profondeur de ce refus qui exige pour s'exprimer en actes positifs des rangs serrés, l'organisation, l'unité ouvrière et populaire. 1983 sera-t-elle l'année où l'on se secoue d'une certaine torpeur résignée et où l'on dépasse les critiques orales si vengeresses soient-elles par une action ferme, consciente et résolue, dans une unité qui surmonte les mauvaises rancœurs et les fausses querelles?

Actions contre le capital à démultiplier et à coordonner, refus de l'austérité, assorti de mesures positives et audacieuses, dans l'unité peu à peu construite par l'action, tels sont non seulement nos vœux mais aussi les axes qui guideront nos actions en 1983. Une autre préoccupation tout aussi importante nous est commune à tous: la défense de la paix.

Camille GRANOT

UNE DÉLÉGATION DU PCML — J. Jurquet, P. Bauby, A. Castan — A SÉJOURNÉ EN CHINE du 23 décembre au 1^{er} janvier

A l'invitation du Comité central du Parti communiste chinois, une délégation du Comité central du PCML, composée de Jacques Jurquet, Pierre Bauby, membres du Secrétariat politique, et d'Alain Castan, membre du Bureau politique, a séjourné en Chine du 23 décembre au 1^{er} janvier.

La délégation du PCML a rencontré et a eu des entretiens avec les principaux responsables du PCC, dont son secrétaire général Hu Yaobang. Celui-ci nous a précisé, le 31 décembre, que le PCC souhaite établir des relations avec les partis ouvriers et les autres partis politiques français, conformément aux principes d'indépendance et d'autonomie, de complète égalité, de respect mutuel et de non-ingérence dans les affaires d'autrui. C'est sur cette base, qui régit les relations entre le PCC et le PCML depuis 1964, que des relations se sont établies en 1981 avec le Parti socialiste (dont Jacques Huntzinger, secrétaire national aux Relations internationales, vient d'être reçu à Pékin du 30 décembre au 3 janvier) ou rétablies en 1982 avec le Parti communiste français.

Les différents entretiens, d'une vingtaine d'heures, se sont déroulés dans une atmosphère de grande franchise, d'ouverture d'esprit et de fraternité militante. Ils ont porté aussi bien sur l'édification du socialisme en Chine que sur l'aggravation de la situation internationale, ses raisons et les initiatives à prendre pour défendre la paix.

La politique définie par le PCC pour l'édification du socialisme tient compte de la réalité concrète de la Chine — pays du Tiers Monde, en voie de développement, aux forces productives encore arriérées, pays issu du féodalisme, ne bénéficiant d'aucune tradition démocratique —, comme du bilan des expériences acquises depuis plus de 30 ans en Chine, et au-delà en URSS. Il s'agit aussi bien de quadrupler la production d'ici l'an 2000 dans le but de satisfaire les besoins populaires que de renforcer la démocratie, comme en témoignent la nouvelle Constitution et les nouveaux statuts du parti. Dans tous les domaines, le PCC expérimente une voie adaptée à la Chine, refusant toute conception de modèle, recherchant la vérité dans les faits.

L'analyse de la situation internationale faite par le PCC, et que le PCML partage depuis de nombreuses années,

suite au verso

Le *Matin* du 4 janvier 83 prête au PCML un «jugement positif» sur l'accord PCF-PS quant aux municipales. Sa source : une lettre que notre cellule du XIX^e arrondissement a envoyée à Paul Laurent, dans laquelle nos camarades se déclarent satisfaits de l'accord intervenu sur le XIX^e. A cette date, Henri Fizbin ne maintenait pas explicitement sa candidature sur cet arrondissement.

Peut-on déduire de cet élément «le jugement positif» du PCML quant à l'accord du 22 décembre? Le journaliste du *Matin* généralise trop vite. Nous avons fait connaître nos trois positions fondamentales pour que la bataille des municipales soit efficace et la droite soit battue :

1.— que soient mises au point des listes d'union de la gauche dans toutes ses composantes;

2.— que soient élaborés, dans le détail, des programmes municipaux qui correspondent aux besoins des travailleurs;

3.— qu'il y ait un refus net de la politique d'austérité, pour le moins aucun alignement sur la politique gouvernementale, qui s'en prend aux intérêts à court, moyen et long terme de la population travailleuse.

L'accord du 22 décembre, s'il est moins mauvais que les déclarations hégémonistes du PS du 21 novembre 82, est encore loin de nos exigences. Il est insuffisant, flou, il reste encore empreint fortement d'exclusivisme des grands partis à l'égard des petites formations, composantes à part entière de la gauche.

Le PCML appelle à participer à la protestation contre l'occupation vietnamienne au Cambodge et au soutien à la Résistance cambodgienne et à son gouvernement de coalition :

le dimanche 9 janvier à 14h00
sous la Tour Eiffel à Paris

Les partisans et amis en France des trois composantes de la Résistance participent à cette manifestation.

BLOC-NOTES

Au sommaire de *Travailleurs* n°5 de janvier : « Les charges des entreprises, le bluff du CNPF » ; « Les municipales et le PCML en Sarthe » ; « Quelles propositions économiques pour aujourd'hui ? » ; « Citroën-Aulnay : interview de Christian Bonin, secrétaire du CE (CGT) » ; « Afghanistan : des témoignages accablants de l'agression soviétique » ; etc.

Une délégation du PCML en Chine (suite de la Une)

reste celle d'un monde divisé en trois forces aux rapports contradictoires : les deux superpuissances, USA et URSS ; le Tiers Monde ; les pays capitalistes développés d'Europe, le Japon, le Canada, qui sont entre ces deux forces.

Quoi qu'il ait pu être dit ou écrit récemment dans notre pays, le Parti communiste chinois ne fait pas de différence de fond entre les deux superpuissances quand il combat leur hégémonisme. C'est de leur rivalité pour dominer le monde que proviennent l'aggravation de la situation internationale et l'augmentation du danger de guerre.

La défense de la paix repose sur l'unité des peuples pour combattre les agressions et expansions des USA et de l'URSS. Elle passe par le développement de la coopération des pays du Tiers Monde, force principale de la lutte pour la paix, et par la mise en œuvre d'une politique consistant à unir tous ceux qui ont intérêt à combattre les deux superpuissances.

La Chine souhaite améliorer ses relations d'Etat à Etat, aussi bien avec l'URSS qu'avec les Etats-Unis, afin de contribuer à défendre la paix et de consacrer ses efforts à la modernisation de son pays, à la satisfaction des besoins populaires, sans relâcher sa vigilance par rapport à l'augmentation du danger de guerre. L'amélioration des relations sino-soviétiques passe par l'élimination des obstacles concrets qui proviennent

du stationnement de troupes soviétiques importantes à sa frontière, de l'agression et de l'occupation de l'Afghanistan, du soutien accordé par l'URSS au Vietnam dans son agression et son occupation du Cambodge. Sur ce dernier point, les propositions chinoises permettent au peuple cambodgien de décider en toute indépendance de l'avenir d'un Cambodge neutre et non-aligné, d'améliorer les relations entre les différents pays de la région et d'y rétablir la paix.

La Chine joue aujourd'hui un rôle essentiel pour défendre la paix mondiale, pour renforcer la lutte des peuples pour leur libération, pour le progrès, pour la paix, pour le socialisme. L'intérêt bien compris de la France, située au cœur de cette Europe qui est l'enjeu de la rivalité des deux superpuissances, doit consister à développer la coopération dans tous les domaines avec la Chine. Coopération économique et culturelle. Mais aussi coopération politique, diplomatique et militaire. La défense de la paix passe par là.

Pierre BAUBY

Un article de *Travailleurs* de janvier est consacré à ce séjour.

Abonnement à PCML Flash, un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et *Travailleurs* mensuel
un an : 150,00 F - 6 mois : 80,00 F

CORSE : LE POINT DE VUE DE L'UPC

Depuis quelques jours, tout un chacun donne son point de vue sur « la violence » en Corse. Et si l'on laissait la parole aux intéressés? Dans un récent éditorial, *Arritti*, journal de l'UPC (Union populaire corse), organisation autonomiste dirigée par E. Siméoni, qui a fait une percée électorale lors des élections à l'Assemblée corse en août dernier, traite de la question en dénonçant les responsabilités des clans de droite (RPR-UDF) et de gauche (Giacobbi).

« Personne ici (...) — ne peut admettre que ceux qui ont détenu le pouvoir absolu en France et en Corse (...) pendant 23 ans (...) et qui sont donc les responsables directs de la naissance, de l'épanouissement et de la permanence de la violence dans l'île, osent aujourd'hui gommer leur énorme et totale responsabilité pour se retourner contre ceux qui ont reçu leur héritage pourri. Qui était donc chef de l'Etat, ministre ou président du Conseil général de la Corse quand la politique anticorse du pouvoir et des clans a déchaîné l'orage? Qui a

été incapable de remettre en cause cette politique et a cru régler le problème à coups de CRS sans obtenir d'autre résultat que de provoquer le redoublement de la violence? Et qui oublierait, en Corse, où en était la Corse avant le 10 mai 1981? (...) »

« La seconde remarque est qu'en essayant de dramatiser la situation de la Corse, en jouant consciemment les prophètes de malheur, ces responsables de 23 ans de violence, ne font pas autre chose que de la provocation. Ce qu'ils cherchent, c'est la déstabilisation. C'est le clash. (...) »

« Ils se disent contre la violence, mais par leur refus d'en examiner les causes, comme par les remèdes inutiles qu'ils veulent lui opposer, ils en sont les véritables fourriers. (...) »

« Des programmes sérieux, économiques, sociaux, culturels, la prise en compte réelle de l'identité du peuple corse, un effort pour la destruction de la corruption claniste, tels sont (...) les vrais remèdes à la violence, les remèdes qui la rendront impossible. »

(23 décembre 1982)